

## L'inflation

● (2050)

Monsieur le président, cela n'a pas de sens. Telle est la situation de la *Dominion Stores Ltd.* On pourrait pousser les choses beaucoup plus loin. Je me résume.

Parlons maintenant de la Steinberg Ltée. Peut-être est-ce meilleur de ce côté-là, puisque «Steinberg est de votre côté» comme dit la publicité. Les intérêts Steinberg qui tendent actuellement vers le milliard occupent 23,000 employés et détiennent la plus grosse chaîne d'épicerie au Québec, sans compter les *Miracle Marts*. Steinberg est contrôlée à 40 p. 100 par la *Rockview Corporation* qui est elle-même contrôlée à 100 p. 100 par la *Hernns Investments Ltd.* La *Rockview* et *Hernns* sont deux holdings assimilables à des trusts de famille. En effet, la *Rockview* et *Hernns* ont les mêmes directeurs. Sam Steinberg a quatre filles, dont Rita Goldfarb. Regardons comme c'est intéressant, monsieur le président. C'est heureux que ce gouvernement joue sur l'ignorance de la population. M<sup>me</sup> Goldfarb est morte en 1970, mais son mari la remplace. Il se trouve actuellement vice-président senior de la *Trizec Corporation* qui est un des agents immobiliers les plus puissants du Canada, dont le chiffre d'affaires est d'environ 800 millions de dollars. Faut-il dire qu'ils gèrent entre autres la Place Ville-Marie, la Place Bonaventure, 2020 rue Université, et une vingtaine de centres d'achat au Québec.

M. Lazarus Philipps, avocat des intérêts de la Steinberg Limitée, voilà où cela devient intéressant, est à la fois directeur de la *Trizec Corporation* et de Steinberg Limitée. Faut-il ajouter que la *Trizec* est contrôlée à 66 p. 100 par la *English Property Corporation Ltd.*, d'Angleterre, qui est probablement le plus grand agent immobilier du monde. Toutefois, la *English Property Corporation Ltd.* est contrôlée par la *Eagle Star Insurance Co. Ltd.* de Londres et son président s'appelle, voilà le bouquet, sir Brian Monrntain, aussi directeur de la Banque de Nouvelle-Écosse.

Voilà, monsieur le président, l'ignorance, l'aveuglement des députés du parti ministériel qui protègent ces banques et qui disent aux petits consommateurs: «Serrez-vous la ceinture». C'est ce même gouvernement, financé par cette même finance, qui contrôle et exploite les Canadiens.

Monsieur le président, néanmoins, pour la gouverne de mes collègues, ce n'est pas la Banque de Nouvelle-Écosse, malgré ses intérêts et sa parenté qui les finance avec Steinberg Limitée, mais plutôt la Banque Royale du Canada, et je vais le démontrer, dont le président est M. Earle McLaughlin qui détient une vingtaine de directorats importants et qui a été un des porte-parole les plus écoutés de la collectivité anglo-québécoise contre le bill 22. Ce même M. McLaughlin est directeur de la *Power Corporation* qui s'est ralliée au gouvernement libéral du Québec, qui détient 10 p. 100 des actions. M. McLaughlin est le directeur de la banque qui finance Steinberg Limitée, et qui détient 10 p. 100 des actions de la *Argus Corporation*, qui contrôle la *Dominion Stores Ltd.* Et ces grands-là, monsieur le président, contrôlent la *Massey-Ferguson*, Domtar, la Banque de Nouvelle-Écosse, les centres d'achat, et autre chose.

Si on fouille, pour savoir, étant donné qu'il s'agit de grands financiers et qu'ils font des profits, on se rend compte qu'ils font des profits très minimes. Que font-ils avec ces profits? Ils les réinvestissent, construisent des centres d'achat et continuent contrairement aux intérêts des Canadiens à exploiter le gagne-petit.

Monsieur le président, je vais épargner le reste à la Chambre. J'ai en main des données fantastiques pour démontrer en fait quel est ce conglomérat de banques.

[M. Fortin.]

Monsieur le président, ces grandes compagnies qui abusent de la situation nous mèneront directement au socialisme, si on n'y voit pas.

Le but de la motion d'aujourd'hui, c'est précisément d'aider la petite entreprise, d'aider celui qui transforme, le petit, d'aider surtout le consommateur, d'aider l'épicier du coin à assurer une mise en marché équitable, à prix juste, conforme et équilibré au revenu du consommateur.

Monsieur le président, il y a de mes vis-à-vis qui trouvent cela drôle, l'escompte compensé. Les libéraux se sont contentés de dire aux conservateurs progressistes à la dernière élection: «Ce n'est pas bon geler les prix et les salaires». Mais qu'est-ce que les libéraux avaient à proposer? La création de la Commission Plumtre dont la présidente gagne \$40,000 par année, mais rien de plus. On étudie avec ce gouvernement et on n'aboutit pas.

Monsieur le président, y a-t-il une surproduction au Canada ou y a-t-il plutôt une sous-consommation? Il y a, selon les créditistes, une sous-consommation et non pas une surproduction. Pourquoi? Parce que, monsieur le président, nos tablettes sont remplies à pleine capacité. On manque d'argent et notre argent n'a pas de valeur. Un travailleur aujourd'hui, après avoir fait la grève, après avoir lutté pour ses droits les plus légitimes et les plus sacrés, c'est-à-dire le droit de vivre convenablement et de faire vivre sa famille, se retrouve avec son augmentation de salaire moins avancé qu'il y a cinq ans, avec moins d'argent pour une somme de travail plus grande. Voilà qui n'a pas de sens dans notre pays.

Madame le président, on a vu depuis un an au Canada, non pas au Japon ou en Allemagne, où parlait le président du Conseil privé, des patates détruites dans les champs, et voilà qu'aujourd'hui une compagnie du Nouveau-Brunswick fait venir 10 millions de livres de patates au Québec et vient lancer cela sur le marché pour concurrencer nos gens. Qui contrôle quoi? Allons voir qui mène cette compagnie-là au Nouveau-Brunswick. Est-ce qu'on manque d'œufs au Canada? Est-ce que les poules ont cessé de pondre au Canada? Non, madame le président. Est-ce que les travailleurs ont cessé de travailler dans cette industrie? Non plus, madame le président. Et pourtant, on détruit des milliers de douzaines d'œufs. C'est un scandale, c'est le scandale de l'abondance dans ce pays, madame le président. On aura beau trouver cela drôle, mais n'allons pas répéter les scandales du gaspillage de l'abondance dans les pays du Tiers-Monde, puisque dans 10, 15 ou 20 ans, l'équilibre des forces entre les pays ne sera alors peut-être plus le même. C'est un sacrilège de gaspiller cette abondance. Est-ce que nous avons trop de lait ou de beurre au Canada? Madame le président, ce gouvernement est menteur, ce gouvernement exploite le consommateur de connivence avec les banques qui contrôlent la mise en marché de nos réserves d'alimentation. Le député de Bellechasse (M. Lambert), ici présent, a posé une question au ministre de l'Agriculture, répondue le 19 février 1975, comme l'atteste la page 3359 du compte rendu officiel. Le député demandait si le gouvernement a subventionné ou a donné un escompte sur le prix de la pinte de lait de consommation, et dans l'affirmative, de quel ordre?

Madame le président, ceux qui à la Chambre trouvent la motion du Crédit social absurde, ceux qui disent que cela n'a pas d'allure, comme le député de Compton (M. Tessier), devraient savoir que le gouvernement dont ils font partie a donné l'an dernier 109 millions de dollars en subventions pour le lait comme escompte sur le prix de la pinte de lait. Je suis sûr que le député de Compton ne comprend pas ce que nous proposons là, qu'il se contente